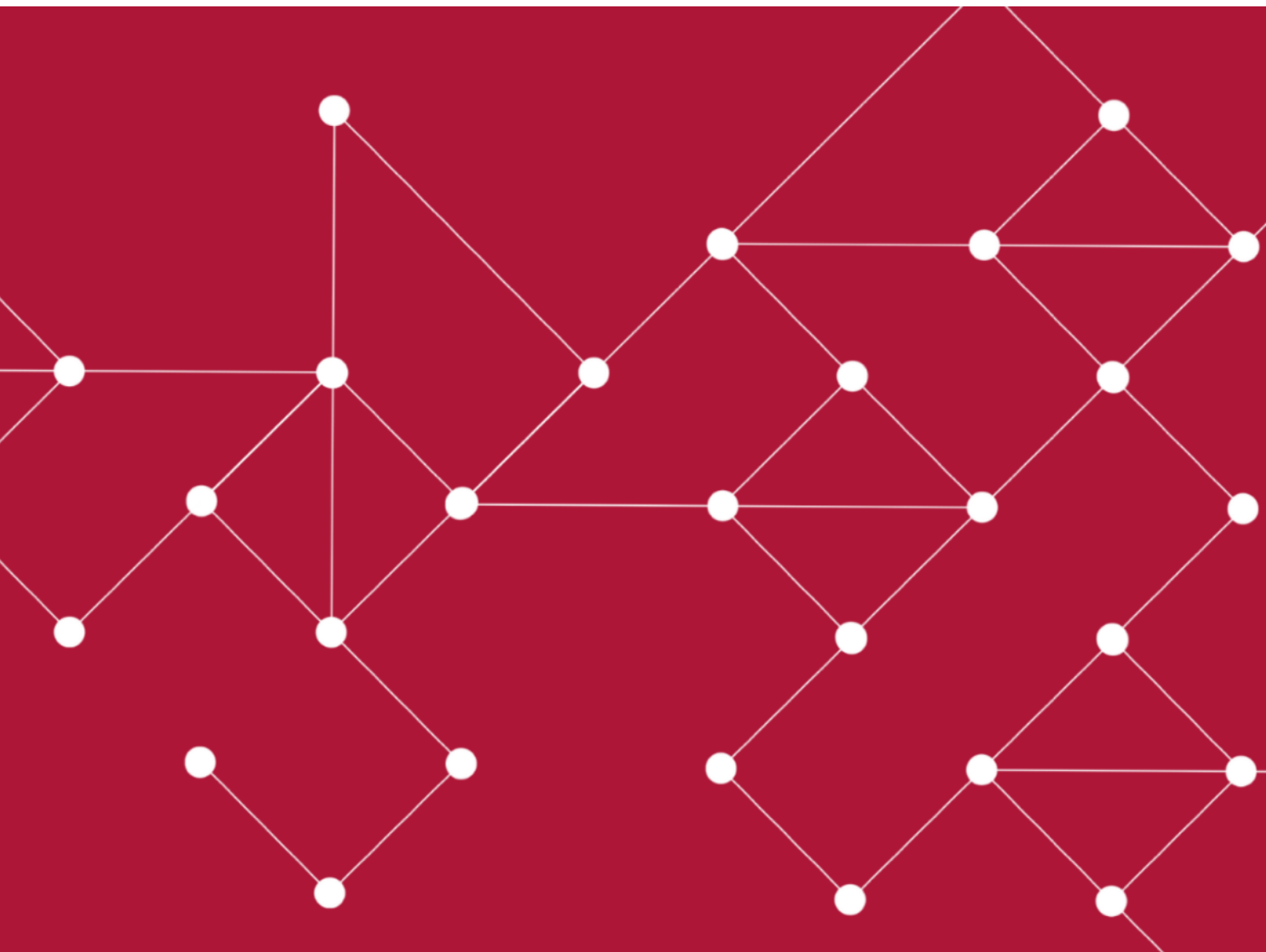




RAPPORT D'ACTIVITÉ

JUIN 2026

departements-solidaires.fr

Départements Solidaires

L'Association Départements Solidaires a pour objet de représenter et défendre les intérêts des Départements adhérents. L'association se constitue en complément des actions de l'Assemblée des Départements de France (ADF) et s'engage dans un travail de long terme pour structurer, animer et coordonner un réseau en soutien aux actions des Départements.

Bureau de l'association



Michel MÉNARD

Président de Départements Solidaires

Président du Département de Loire-Atlantique



Sophie BORDERIE

Vice-Présidente de Départements solidaires

Présidente du Département de Lot-et-Garonne



Sébastien VINCINI

Trésorier de Départements Solidaires

Président du Département de la Haute-Garonne



Jean-Claude LEBLOIS

Secrétaire général de Départements Solidaires

Président du Département de la Haute-Vienne

Les Départements membres de l'association



L'association Départements Solidaires représente et défend les intérêts des 19 Départements membres : l'Ariège ; l'Aude ; les Côtes-d'Armor ; la Dordogne ; la Haute-Garonne ; le Gers ; la Gironde ; l'Hérault ; l'Ille-et-Vilaine ; les Landes ; la Loire-Atlantique ; le Lot ; le Lot-et-Garonne ; la Meurthe-et-Moselle ; la Nièvre ; les Pyrénées-Orientales ; le Tarn ; la Haute-Vienne et la Seine-Saint-Denis.

L'équipe de l'association

Arnaud BOURDIN, Délégué général,

Mathieu CLAOUÉ, Rêmi FORTANÉ, Paul LAVILLE, Chargés de mission.

L'Édito du Président

L'année 2025 a été une nouvelle fois marquée pour les Départements par la dégradation continue de notre situation financière : recettes en berne, dépenses sociales en hausse, marges de manœuvre réduites à leur strict minimum. Cette situation a imposé à Départements Solidaires de renforcer son action, en interne comme vers l'extérieur, pour défendre toujours plus activement notre vision d'une décentralisation solidaire et des moyens suffisants pour accompagner cette ambition.

Nos travaux collectifs ont permis aux équipes des dix-neuf Départements membres de s'appuyer sur une analyse de la situation nationale, fondée sur un travail de veille, de prospective et de rencontres avec des personnalités qualifiées. Les ateliers et échanges entre Présidents et entre Vice-présidents ont également nourri cette réflexion commune au plus près des réalités de notre échelon.

Ce travail *collectif* fonde la crédibilité de notre plaidoyer. Il nous permet de tenir des positions partagées et de porter des propositions concrètes et opérationnelles auprès des décideurs nationaux.

Les rencontres avec des parlementaires et des membres du Gouvernement ont d'ailleurs été nombreuses, notamment pour défendre l'une de nos convictions : les Départements ne peuvent continuer à assumer leurs missions de solidarité, d'accompagnement et d'aménagement du territoire sans que la question de leur financement soit enfin traitée sérieusement au niveau national. Nous avons porté ce message en cherchant à convaincre autant qu'à alerter.

Départements Solidaires a continué cette année d'être un lieu de réflexion, de rencontre et d'impulsion pour que notre discours infuse dans un processus de décentralisation encore à parfaire.



Michel MÉNARD

Président de Départements Solidaires

Président du Département de Loire-Atlantique

Notre action en trois axes

Le soutien aux équipes dans les territoires

En complémentarité des équipes dans les Départements, l'association s'attache à mutualiser les outils de communication ainsi qu'à sensibiliser ses membres sur des sujets nationaux.

- Animation d'outils de coordination et de mutualisation
- Création éditoriale : le magazine « DépSol », le Bilan des innovations solidaires des Départements
- Travaux d'appui à l'intelligence territoriale
- Production de notes d'analyse et d'information basées sur un travail de veille législative
- Organisation de rencontres avec des personnalités qualifiées

Les ateliers d'échange de pratiques

L'association organise des ateliers d'échange de pratiques, sur la mise en œuvre d'une politique publique innovante et ambitieuse ou pour créer des collectifs de Vice-présidents thématiques.

Affaires publiques et stratégie d'influence

Le travail de relations publiques institutionnelles est au cœur de la création de l'association et prend une large part dans l'activité de cette dernière. Promouvant partout et en toutes circonstances l'action des Départements, l'association développe un réseau structuré d'acteurs et de relais qui accompagne ce travail de relations publiques et d'expression collective.

Ce processus s'appuie sur la production et la diffusion d'argumentaires, de tribunes et d'amendements qui étayent les revendications des Départements auprès des institutions nationales.

Le soutien aux équipes dans les territoires

Animation d'outils de coordination et de mutualisation

Plusieurs « boucles WhatsApp » sont animées par Départements Solidaires.

Celle regroupant l'ensemble des Directeurs de cabinet des Conseils départementaux adhérents continue à l'association de permettre de relayer des informations rapidement sur tous supports, réseaux sociaux, pièces jointes, articles de presse, communiqués de presse, scan de courriers améliorant la réactivité des membres et la circulation des demandes spécifiques.

Des boucles dédiées aux Vice-présidents, spécifiques pour certaines thématiques (Finances, Autonomie, Éducation), sont également l'endroit d'échanges d'informations et d'actualités sur les sujets intéressants ces élus.

Créations éditoriales

3^{ème} édition du magazine « DépSol »

En juin 2025, le nouveau numéro du « DépSol mag » est diffusé aux décideurs publics afin de renforcer la visibilité des actions que mènent nos adhérents mais également leurs visions d'avenir pour la collectivité départementale.

La démarche proposée donne directement la parole aux Présidentes et Présidents des Départements Solidaires. L'occasion pour nous de faire entendre la voix singulière que portent les élus départementaux et ainsi alimenter le débat public pour répondre aux défis sociaux, climatiques et démocratiques qui sont devant nous.



Le Bilan à mi-mandat des innovations solidaires des Départements - en cours de réalisation

Dans le même esprit de partage de nos actions, le bilan en cours de réalisation se veut un manifeste de la vocation solidaire des Départements sur l'ensemble de leurs compétences. Adaptation aux changements climatiques, aide sociale à l'enfance, prévention de la perte d'autonomie, protection maternelle et infantile, lutte contre l'exclusion et les violences, insertion sociale et professionnelle, les compétences du Département sont à l'intersection des grands enjeux politiques de notre temps. Ce bilan donnera accès par thématique à une multitude d'innovations et d'initiatives de Départements engagés à faire vivre les solidarités. Un témoignage de première main pour découvrir l'inventivité de nos collectivités.

Production de notes d'analyse et d'information basées sur un travail de veille législative

Tout au long de l'année, l'association a alimenté les équipes dans les territoires avec différentes notes d'analyse, d'information et de prospective, basées sur un travail de veille institutionnelle et législative.

Ces notes permettent de faire état du droit en vigueur, des modifications en discussion et des positions défendues, aussi bien par les groupes parlementaires que par le Gouvernement. Elles permettent aux membres d'avoir une plus grande réactivité sur les sujets nationaux qui les concernent tout en alertant leurs services juridiques des évolutions à venir.

Cf. Annexe 1 pour la liste des notes produites en 2025.

Travaux d'appui l'intelligence territoriale

Étude OFCE en préparation

Afin de disposer d'une étude permettant de mesurer les enjeux des tendances économiques, démographiques et sociales à venir sur le financement des politiques publiques dont les Départements ont la charge, l'association a souhaité nouer un partenariat avec l'OFCE pour objectiver des données qui impactent les Départements.

L'ambition d'une telle étude est d'objectiver la situation actuelle et à venir des Départements, rendant compte des moyens financiers et humains nécessaires à l'accomplissement des missions qui leur sont confiées. Un éclairage particulier doit être donné aux conséquences du vieillissement démographique qui pèse déjà lourd dans ces budgets.

L'originalité et la difficulté de cette étude résident dans la mise en cohérence de données économiques (emploi, salaires, revenu, tensions sur le marché du travail, compétences, etc.), démographiques (chute des naissances, vieillissement, santé, ressources humaines des Départements, etc.) et budgétaires (budget de l'État, des Départements, ressources, des dépenses sociales et de leurs modalités, etc.).

L'étude est un travail macroscopique à l'échelle nationale, c'est-à-dire agrégeant l'ensemble des Départements, qu'il s'agisse de leur budget, des tendances économiques et sociales, ou des politiques publiques dont ils ont la charge.

Le projet vise donc à établir un socle de connaissances, sans cependant couvrir les questions d'évaluation de l'efficacité des politiques confiées aux Départements, ni l'examen des enjeux découlant d'une analyse détaillée de l'hétérogénéité économique et sociale des territoires.

Contentieux collectif en réparation des pertes de taxe d'aménagement

Depuis plusieurs années, à la suite d'une réforme de la perception de la taxe d'aménagement, les Départements accusent des pertes significatives de cette ressource dont ils perçoivent une part. Elles sont dues à de graves dysfonctionnements au sein de la DGFIP lors de la mise en œuvre de la réforme.

En parallèle des démarches entreprises auprès des parlementaires pour soulever le sujet devant le Gouvernement, Départements Solidaires a proposé à ses membres de s'inscrire dans une démarche collective de contentieux en réparation contre l'État, avec un double objectif : sensibiliser l'État via une action groupée pour que des solutions soient apportées aux dysfonctionnements et tenter d'obtenir réparation pour les recettes perdues.

Pour ce faire, Départements Solidaires a engagé en novembre 2025 un travail avec le cabinet d'avocats URSO, chargé de rédiger les actes pour l'ensemble des Départements qui ont choisi de participer à la démarche. Dans le but d'opérer des économies d'échelle, l'association finance l'élaboration de la trame argumentaire commune à l'ensemble des recours individuels des Départements, laissant à chacun d'entre eux la seule charge d'adaptation de la trame aux spécificités de leur situation.

L'association a organisé deux réunions avec l'ensemble des parties prenantes pour mutualiser les informations en amont, assurer le suivi du travail avec les avocats et faciliter leurs échanges avec les équipes dans les territoires.

Les premiers recours préalables indemnitaires seront envoyés en début d'année 2026.

Organisation de rencontres avec des personnalités qualifiées

Départements Solidaires a également pour vocation de faire rencontrer aux membres des personnalités portant des éclairages pertinents sur des sujets d'actualité ou thématiques liés aux Départements. Chaque rencontre fait l'objet d'une note synthétique à destination des membres sur les écrits ou l'action des personnalités rencontrées.

Rencontre avec Pierre MOSCOVICI, Premier Président de la Cour des comptes - Janvier 2025

Dans le cadre de nos échanges avec les acteurs institutionnels, l'association a rencontré Pierre MOSCOVICI afin d'évoquer les principaux enjeux auxquels les Départements sont confrontés. Cette rencontre a permis d'aborder les questions relatives à la situation financière des Départements, à l'évolution de leurs charges de fonctionnement, ainsi qu'aux défis liés à l'exercice de leurs compétences, notamment dans le champ des solidarités humaines et territoriales.



Les échanges ont également porté sur les perspectives d'amélioration de la gestion publique locale, sur la nécessité de garantir la soutenabilité des finances départementales et sur les conditions d'une action publique efficace au service des citoyens. Ce temps de dialogue a favorisé un partage d'expériences et une meilleure compréhension des réalités de terrain rencontrées par les exécutifs départementaux.

Salon de l'Agriculture - Février 2025

Lors du Salon international de l'agriculture 2025, Départements Solidaires a organisé deux temps à destination des Président.e.s présents.

D'une part, ce fut l'occasion d'une rencontre avec les représentants de la Confédération paysanne afin d'échanger sur les élections syndicales de 2025, les liens entre Départements et monde agricole, le point sur le projet de loi d'orientation agricole ou encore les négociations de la future PAC.



D'autres part, une table-ronde sur le thème « Le Département, bon échelon pour les plans alimentaires territoriaux (PAT) ? » a eu lieu, sous la présidence de Philippe DUPOUY, Président du Département du Gers, et avec Marie MAILLO, ingénieure agricole, conseillère élevage à la Chambre d'agriculture de l'Ardèche et autrice d'un rapport remarqué sur les PAT. Ce deuxième temps d'échange a permis de présenter la proposition de loi écrite par Départements Solidaires sur le sujet (voir *infra*).

Rencontre avec Claire HÉDON, Défenseure des Droits - Mars 2025

Fin janvier 2025, la Défenseure des Droits a publié plusieurs décisions concernant la protection de l'enfance dans certains Départements ainsi qu'une décision « cadre » qui regroupe l'ensemble des analyses et des recommandations qu'elle formule. L'institution publie par ailleurs un rapport annuel sur l'état du respect des droits des enfants. Elle travaille également sur les droits des personnes handicapées et des bénéficiaires d'allocations individuelles de solidarité.



L'association a souhaité rencontrer Claire Hédon pour échanger sur ses recommandations formulées en matière de protection de l'enfance et globalement sur l'action des Départements en faveur du respect des droits dans l'exercice de leurs compétences.

Rencontre avec Vincent TIBERJ, Professeur des Universités, expert en sociologie électorale - Juin 2025

Dans son dernier ouvrage "La Droitisation française, mythe et réalités", édité aux PUF en 2024, Vincent Tiberj, enseignant à Sciences Po Paris et spécialiste de la sociologie électorale, tente de détricoter l'image d'une France qui se droitise pour mieux démontrer, au contraire, une gauchisation « par le bas ». Il soutient une analyse optimiste de l'électorat français de nature à inspirer le personnel politique français.



Ses éclairages ont nourri la réflexion des membres de l'association sur les réponses à apporter aux aspirations des citoyens, notamment sur l'évolution de la démocratie. La présentation de ses travaux par le chercheur a permis de donner une assise scientifique à la réalité électorale de la France.

Rencontre avec Pierre HASKI, Président de Reporters sans frontières, journaliste spécialisé en géopolitique - Juin 2025

Pierre HASKI, grand reporter expert en géopolitique, et matinalier sur France Inter, est un observateur avisé de la situation internationale, en particulier de l'état des relations transatlantiques avec le vieux continent. Depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, les équilibres géopolitiques vieux de 80 ans sont violemment chamboulés, faisant craindre le primat des impérialismes sur nos systèmes démocratiques libéraux.



La rencontre avec Pierre HASKI fut l'occasion d'aborder tous ces grands chambardements du monde et d'éclairer les membres de l'association sur l'avenir du système géopolitique post-élection Trump II.

Rencontre avec Éric HEYER, Économiste, Directeur d'études à l'OFCE - Octobre 2025

Directeur au département Analyse et prévision de l'OFCE, Éric HEYER est économiste conjoncturiste, et déploie dans l'espace médiatique une parole hétérodoxe et pédagogue sur les enjeux qui entourent l'économie française.

Dans le contexte anxiogène de crise des finances publiques, la rencontre avec Éric HEYER a permis d'apporter aux membres de l'association des données précieuses sur le chemin pour lutter contre le catastrophisme et sortir de l'austérité.

Rencontre Géraldine CHAVRIER, Professeur des Universités - Décembre 2025

Géraldine CHAVRIER est Professeure des Universités à Paris 1 Panthéon-Sorbonne, spécialiste en droit des collectivités territoriales. Voix respectée sur les questions de décentralisation, elle est régulièrement invitée à s'exprimer dans les assemblées parlementaires et lors d'événements organisés par les associations d'élus. Elle a récemment participé aux Assises d'Albi et au Congrès des maires de France.

Elle est une fervente défenseuse de la différenciation, d'un pouvoir fiscal large des collectivités, et de toutes les mesures qui permettraient de renforcer l'allègement du pouvoir central au profit des élus locaux.

Les échanges avec les membres de l'association ont permis de discuter du cadre constitutionnel de la décentralisation française, sur ses limites mais également sur les perspectives de réforme.

Échange de bonnes pratiques

Séminaire des Dircabs

Les 9 et 10 octobre 2025 à Limoges, Départements Solidaires a participé à l'animation du séminaire des directeurs de cabinet de Départements.

Ce temps de travail a permis à l'association de présenter 10 fiches actions sur ses projets en cours et à venir (Contentieux taxe d'aménagement, créations éditoriales, plateforme programmatique commune), et d'échanger sur les axes stratégiques de Départements Solidaires. L'association a également présenté son plan d'influence auprès des parlementaires et du Gouvernement sur le projet de loi finances pour 2026 et sur les textes législatifs annoncés sur la décentralisation. Elle a détaillé ses intentions concernant le bilan de mi-mandat des Départements (voir *supra*).

Groupes des Vices-Présidents

Depuis 2025, Départements Solidaires a entendu constituer plusieurs groupes de Vice-présidents thématiques. Ils s'inscrivent dans la volonté de l'association de renforcer les échanges et d'animer le réseau des membres.

Les groupes de Vice-présidents s'articulent principalement autour de trois axes :

- Un axe opérationnel (travail sur les positions du groupe de gauche de l'ADF, notamment sur des projets de réforme législative ou réglementaire, anticipation et influence sur la voix portée par l'ADF, organisation d'auditions avec les groupes parlementaires) ;
- Un axe informationnel (mutualisation des informations, des ressources documentaires, des informations sur les travaux parlementaires et gouvernementaux en cours afin de pallier la faible transmission de la part de DF) ;
- Un axe prospectif (partage d'expériences et d'expérimentations innovantes, rencontres avec des personnalités qualifiées, des analystes et chercheurs afin d'alimenter les réflexions des VP et, plus largement, des PCD et l'association dans son action d'influence).

En 2025, trois groupes de Vice-Présidents ont été constitués : Finances, Éducation, et Autonomie. Ils se sont réunis à plusieurs reprises en visio-conférence.

Groupe Finances

Le groupe des Vice-présidents aux Finances a été constitué en juin 2024, mené par le Conseil départemental de l'Ille-et-Vilaine. Cette année, deux réunions du groupe se sont tenues :

- Travail sur le PLF 2026 et les propositions budgétaires qui pouvaient être faites au Parlement.
- Échange de bonnes pratiques sur la gestion des budgets départementaux ainsi que sur les arbitrages budgétaires à effectuer afin de maintenir certaines politiques publiques.

Groupe Autonomie

Sous l'égide de la Présidente du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, Chaynesse KHIROUNI, et la Vice-Présidente déléguée à l'Autonomie, Mme Catherine BOURSIER, le Groupe des VP Autonomie s'est constitué le 27 mai 2025. Deux réunions se sont déroulées :

- Le 17 juin, une réunion de travail des VP en vue de convenir de positions communes en amont d'une audition de la ministre déléguée en charge de l'Autonomie et du Handicap, Mme Charlotte PARMENTIER-LECOCQ.
- Le 5 novembre, une réunion autour de Jérôme GUEDJ, Député de l'Essonne, en charge du suivi de ces questions pour le groupe Socialiste et apparenté à l'Assemblée nationale et Président de la Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS), sur les grands enjeux du PLFSS 2026 et notamment sur le financement de la 5ème branche.

Groupe Éducation

Le groupe des Vice-présidents à l'Éducation a été constitué en juin 2025, mené par le Conseil départemental de la Haute-Garonne.

Cette année, trois réunions du groupe se sont tenues : une première réunion constitutive pour échanger sur les attentes et les besoins des membres, une seconde pour évoquer principalement le thème de la restauration scolaire, avec la présentation par le Département du Gers de son initiative dans les cantines 100% Bio, 100% local et de saison, et un échange sur la tarification solidaire. Une troisième réunion a porté sur un thème de l'actualité politique de la fin d'année 2025 en réaction à des prises de position des Régions de France concernant la répartition des compétences de l'éducation entre les échelons de collectivités.

Ateliers participatifs

En 2025, l'association a poursuivi la programmation d'ateliers participatifs thématiques, destinés aux élus, membres des cabinets et services des conseils départementaux. Ces temps d'échange offrent l'occasion aux Départements précurseurs de présenter une initiative ou une innovation aux autres membres, permettant de renforcer le partage de bonnes pratiques.

Cette année, ces ateliers ont fait l'objet d'un compte-rendu synthétique, d'une page, diffusée à tous, présents et absents, afin de mutualiser plus largement les bénéfices de ces réunions.

Le Revenu Jeunes en Loire-Atlantique - janvier 2025

Face à l'augmentation du taux de pauvreté chez les jeunes entre 18 et 24 ans (1 jeune sur 4 vit sous le seuil de pauvreté), le Département de Loire-Atlantique a lancé depuis juillet 2022 un dispositif d'accompagnement dédié à cette catégorie qui, rappelons-le, ne dispose toujours pas d'aides telles que le RSA. Deux raisons principales ont justifié cette expérimentation : le soutien aux jeunes face à des situations de grande précarité et face à l'insuffisance des dispositifs de droit commun.

Jérôme ALEMANY, Vice-Président du Département de Loire-Atlantique en charge de l'action sociale de proximité, de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion, a présenté les enjeux de cette expérimentation qui est aujourd'hui citée en exemple et essaimée parmi nos adhérents comme le Département Meurthe-et-Moselle qui a créé le Revenu d'émancipation jeune, le REJ.

Sécurité sociale de l'alimentation en Gironde. Les enjeux d'un futur droit à l'alimentation durable - Avril 2025

Alors que de nombreuses expérimentations Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) ont été lancées sur le territoire, cet atelier a présenté la version portée depuis 2023 par le Conseil départemental de la Gironde en partenariat avec la Ville de Bordeaux et le Collectif Acclimat'action. Invitée à cette occasion, Corinne MARTINEZ, Vice-Présidente en charge des finances et des achats, est venue répondre aux questions des participants sur les tenants et les aboutissants de ce projet inédit à l'échelle d'un département.

À ce stade de l'expérimentation, ce sont 400 habitants issus de 193 foyers (à Bègles, Bordeaux, Pays foyen, et Sud-Gironde), tirés au sort, qui bénéficient depuis le mois de mars 2024 d'une dotation représentant l'équivalent de 150 euros en monnaie alimentaire chaque mois pour couvrir leurs frais alimentaires. Cette expérimentation constitue par ailleurs un formidable levier de transformation des pratiques agricoles plus respectueuses du vivant.

Mixité scolaire en Haute-Garonne - Juin 2025

Le Département de la Haute-Garonne a constaté des disparités sur l'agglomération toulousaine, à l'origine d'une certaine ségrégation scolaire. Les liens établis entre ségrégation scolaire, sociale et urbaine ont conduit la Haute-Garonne, en 2017, à mettre en place un dispositif innovant pour améliorer la mixité dans les 118 collèges publics et privés, et pour lutter contre les déterminismes sociaux, bénéficiant notamment de la forte croissance des effectifs d'élèves dans le Département (opportunité de construire des établissements).

Vincent GIBERT, Vice-Président du Département de la Haute-Garonne à l'Éducation, a présenté la démarche du Conseil départemental dans le détail de ses modalités pratiques, des difficultés rencontrées et des solutions élaborées. Un échange avec les personnes présentes a suivi sa présentation.

Un chéquier pour les collégiens du Tarn : le Département au rendez-vous du pouvoir d'achat des jeunes et des familles - juillet 2025

Depuis 2022, le Département du Tarn a rénové son chéquier à destination des 19.000 élèves inscrits dans les collèges publics et privés du département. Démarche unique en Occitanie initiée en 2006, ce chéquier est un « vrai bonus » pour le pouvoir d'achat des familles, en leur permettant de faire face aux dépenses de la rentrée scolaire : achats de livres, adhésion à une activité sportive ou à une activité culturelle.

D'un montant de 230 euros de réductions ou de gratuité pour la durée d'une année scolaire, cette mesure représente un coup de pouce pour les familles confrontées à l'augmentation du coût des produits alimentaires ou de l'énergie. Elle permet aux jeunes de prendre, pour exemple, une licence dans un club sportif, d'acheter des fournitures scolaires ou encore d'aller au cinéma. Le Département facilite ainsi l'accès à la culture et aux sports des collégiens et assure ici son rôle de solidarité.

M. Guy MALATERRE, Vice-Président du Conseil départemental du Tarn en charge de l'Éducation, a ainsi présenté les différentes étapes et les modalités techniques et partenariales de ce dispositif de chéquier collégien qui a fait ses preuves et contribue à l'amélioration de l'égalité des chances.

La production d'argumentaires

Commission d'enquête sénatoriale sur la libre administration des collectivités territoriales - Mars 2025

En mars 2025, s'est constituée au Sénat une commission d'enquête sur « la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité », créée à l'initiative du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires.



Départements Solidaires a souhaité être associée aux travaux de la commission d'enquête. L'association a élaboré une position pour établir à la fois les constats d'une réduction continue des marges de manoeuvre de nos collectivités mais aussi des propositions pour réformer le cadre constitutionnel et organique des finances publiques locales.

Ces éléments ont fait l'objet d'une contribution écrite et d'une audition du Président de l'association, et certains ont été repris dans le rapport final de la commission.

Contribution au Rapport de Boris RAVIGNON - Mai 2025

En 2024, Boris RAVIGNON avait rendu un rapport, intitulé Coûts des normes et de l'enchevêtrement des compétences entre l'État et les collectivités : évaluation, constats et propositions. En 2025, il fut investi d'une nouvelle mission sur la mise en œuvre des conclusions de son premier rapport.



Dans ce cadre, Départements Solidaires a rencontré une première fois Boris RAVIGNON en mai 2025 (voir *infra*). À la suite de ce rendez-vous, les membres ont souhaité formuler une réponse détaillée sur les thématiques qui avaient animé les échanges. L'association a donc rédigé une contribution écrite avec des propositions, d'une part pour rénover la décentralisation de certaines compétences (sécurité civile, eau, logement) et d'autre part pour assurer le financement de nos compétences actuelles.

Cette contribution a été remise à Boris Ravignon lors d'un second rendez-vous entre le Président de l'association et le rapporteur en juillet 2025.

Audition de la mission flash d'information sur le programme « petites villes de demain » - Mai 2025

En mai 2025, la Commission Aménagement du territoire et développement durable a souhaité entendre l'association Départements Solidaires dans le cadre d'une « mission flash d'information » relative au programme « petites villes de demain » (PVD). Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental de la Nièvre, a pu ainsi relayer aux Sénateurs les enjeux d'ingénierie des Départements dans le but de permettre un meilleur accompagnement des élus locaux et notamment ruraux.

Audition du Groupe SER du Sénat sur le bâti rural - octobre 2025

À la demande du Groupe socialiste, écologiste et républicain du Sénat, l'association Départements Solidaires a été auditionnée, et notamment M. Jean-Claude LEBLOIS, Président du Conseil départemental de la Haute-Vienne, par les Sénateurs sur la question de la mobilisation des friches et du bâti dégradé, qu'il s'agisse du bâti privé ou du bâti public, particulièrement en milieu rural où l'accompagnement financier et en ingénierie est moins disponible.

Finances Propositions PLF et PLFSS - Automne 2025

Au cours de cette année, l'association a intensifié ses actions de représentation et de défense des intérêts de ses membres auprès du Parlement et plus précisément dans le cadre du Projet de Loi de Finances (PLF). Consciente des enjeux cruciaux que ce texte législatif soulève pour le développement et le financement de nos Départements, notre association a mobilisé ses moyens pour assurer une influence efficace auprès des parlementaires.

Nos démarches de lobbying ont consisté en une série d'entretiens ciblés avec les députés et sénateurs, la participation à des commissions et groupes de travail, ainsi que la diffusion d'analyses et de propositions concrètes sous forme d'amendements.

Notre objectif a été de porter une voix claire et singulière, afin d'orienter favorablement les décisions législatives en faveur de nos membres, en particulier sur les questions budgétaires, fiscales et sociales.

Proposition de loi visant à faire du Département l'autorité organisatrice des projets alimentaires territoriaux - Décembre 2025

Départements Solidaires a rédigé une proposition de loi pour renforcer le rôle des Départements dans le soutien et la mise en place des projets alimentaires territoriaux. Ces projets permettent de fédérer à l'échelle d'un territoire les acteurs de l'alimentation, faisant le pont entre les producteurs et les consommateurs et incluant l'ensemble des intermédiaires nécessaires.



L'objectif de cette proposition de loi, déposée au Sénat par le Sénateur du Gers Franck MONTAUGÉ, était d'engager un plaidoyer pour reconnaître le rôle et la place des Départements pour mettre en lien les politiques publiques agricoles avec leurs compétences sociales, d'éducation et de solidarité territoriale.

Rendez-vous avec les acteurs institutionnels et associatifs

Groupes de gauche de l'Assemblée nationale - Janvier 2025

Dans le cadre des discussions sur le projet de loi de finances qui se poursuivaient alors en janvier 2025, l'association a souhaité organiser un temps d'échanges avec les représentants des groupes de gauche de l'Assemblée nationale.



Les discussions ont permis aux membres de l'association de sensibiliser les parlementaires aux difficultés rencontrées par notre échelon de collectivité et de renouveler auprès d'eux les revendications de notre association en matière de ressources. Un support écrit synthétique leur a été transmis à cette occasion.

Étaient présents les présidents des groupes Socialiste, Écologistes et Communistes, accompagnés des chefs de file aux finances de ces mêmes groupes.

François REBSAMEN, Ministre de la Décentralisation - Mars 2025

Alors que les rapports Woerth et Ravignon étaient alors restés lettre morte, l'association a souhaité rencontrer le ministre de la décentralisation pour connaître les ambitions du Gouvernement Bayrou en la matière.



Le ministre, qui a lui-même été conseiller départemental, a toujours plaidé pour la suppression du conseil départemental et son remplacement par une assemblée constituée des présidents des EPCI.

Ce rendez-vous a permis d'échanger sur les projets du ministre en matière de décentralisation, de sa vision des collectivités et particulièrement des Départements.

Boris RAVIGNON, Rapport d'une mission gouvernementale sur la décentralisation - Mai 2025

Comme indiqué *supra*, Boris RAVIGNON fut investi en 2025 d'une nouvelle mission sur la mise en œuvre des conclusions de son premier rapport.

La rencontre organisée par Départements Solidaires avait pour objectif d'une part d'échanger avec le Maire de Charleville-Mézières sur les conclusions de son premier rapport et de les confronter aux réalités vécues par les membres dans leurs Départements, et d'autre part



d'évoquer les recommandations pratiques qu'il envisageait de soumettre au Gouvernement à l'occasion de son éventuel second rapport.

Les thématiques abordées lors de ce rendez-vous ont dirigé la contribution écrite de Départements Solidaires remise à Boris RAVIGNON deux mois plus tard.

Bernard DELCROS, Président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales - Mai 2025

L'association a permis et organisé un rendez-vous avec Bernard DELCROS, Sénateur du Cantal, Président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales.

L'échange informel sur l'actualité des sujets relatifs à la décentralisation a permis de faciliter les échanges futurs entre Départements Solidaires et la délégation.



Stanislas BOURRON, Chef du pôle Intérieur et décentralisation auprès du Premier ministre - Octobre 2025

À la suite des annonces du Premier ministre Sébastien Lecornu quant à ses intentions en matière de décentralisation, Départements Solidaires a organisé un rendez-vous pour ses membres avec Stanislas BOURRON, Chef de pôle Intérieur et décentralisation auprès du Premier ministre, Ex-Directeur général de l'ANCT.

Les échanges ont permis de mieux identifier les champs de réforme envisagés par Matignon mais également d'évoquer les futures discussions en projet de loi de finances sur les recettes des Départements. Départements Solidaires a mieux ciblé les positions et propositions de l'association formulées ensuite par courrier au Premier ministre, afin de contribuer à sa consultation des collectivités territoriales dans le cadre des projets de loi alors en cours d'élaboration.

Olivier FAURE, Boris VALLAUD et Patrick KANNER - Octobre 2025

Dans le cadre des débats budgétaires du PLF 2026, l'association a organisé un déjeuner en présence de Olivier FAURE, Boris VALLAUD et Patrick KANNER afin de livrer les propositions budgétaires de Départements Solidaires et discuter du soutien des parlementaires aux collectivités lors des débats sur les PLF et PLFSS.



Députés des groupes de gauche de l'Assemblée nationale - Octobre 2025

Départements Solidaires, avec Stéphane DELAUTRETTE, Président de la délégation aux collectivités territoriales, a organisé un rendez-vous à l'attention des députés des groupes de gauche de l'Assemblée nationale, afin de les sensibiliser sur les enjeux départementaux en amont du projet de loi de finances pour 2026.



Delphine ROUILLEAULT, Présidente du Collectif Alerte et Daniel GOLDBERG, Président de l'UNIOPSS - Décembre 2025

Alors que le gouvernement confirmait son choix de présenter un projet de loi créant une allocation de solidarité unifiée (ASU), Départements Solidaires a organisé une rencontre avec les représentants du Collectif Alerte qui réunit 34 fédérations et associations nationales de solidarité, engagées dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion pour évoquer cette réforme annoncée à la hâte et sans étude d'impact.

Dans cette période de concertation menée par le ministre du Travail Jean-Pierre FARANDOU, la réunion de travail a permis d'échanger sur les contours du futur projet de loi et sur les risques sociaux bien réels pour les allocataires du RSA en raison des effets de seuil et de barème qui seront décidés à l'issue du vote de la loi. En effet, l'avant-projet de loi confirmait déjà que cette réforme présentait l'objectif de monitoring ou de gestion de l'accès aux droits. Ayant rencontré la veille les conseillers du Premier Ministre, les Présidents présents ont pu partager leurs interrogations et leurs lignes rouges.

Tout en étayant sa position de fond sur la réforme souhaitée par le gouvernement, Départements Solidaires conforte ici son lien privilégié avec les associations de lutte contre la pauvreté. D'autres sujets ont été évoqués tels que l'application de la loi « Plein Emploi » et son incidence sur les allocataires du RSA. Il est convenu de poursuivre la mobilisation sur ce projet de loi en sollicitant dès à présent les parlementaires.

Cabinet du Premier ministre - Décembre 2025

À la suite du rendez-vous avec Stanislas BOURRON et sur la base des précisions apportées par le Premier ministre quant au projet de loi sur la décentralisation qu'il envisageait, Départements Solidaires a été reçue à Matignon par plusieurs conseillers de Sébastien Lecornu pour échanger sur le sujet.



Sur la base des positions proposées par l'association, les membres présents ont pu défendre le rôle des Départements dans la décentralisation, marquer leur opposition ou leur soutien à certaines des mesures projetées.

Présence auprès de nos partenaires

Journée annuelle de Solutions Solidaires - Mai 2025

Le 15 mai 2025, l'association Solutions Solidaires, dont Départements Solidaires est membre, organisait sa journée annuelle sur le thème « Les âges de la solidarité » à Nancy en Meurthe-et-Moselle. L'équipe de l'association était présente aux côtés des Président.e.s intervenants lors des table-ronde qui ont permis de mettre en lumière des actions, des valeurs et des métiers qui permettent de vivre ensemble. À l'heure où notre modèle social est menacé, les solutions qui ont été présentées ont dessiné une alternative collective concrète.



Journées annuelles de la FNESR - Août 2025

L'équipe de Départements Solidaires était présente aux côtés des membres de l'association à l'occasion des journées annuelles de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains à Blois en août 2025.

L'objectif de ces journées est d'une part de renforcer les échanges entre les élus pour améliorer le partage d'informations et de bonnes pratiques, et d'autre part de former les élus sur divers thèmes.



Assises des Départements de France - Octobre 2025

Cette année encore, l'équipe de Départements Solidaires était présente, aux côtés des membres, lors des assises des Départements de France en octobre 2025 à Albi.

Annexe 1 - Productions de Départements Solidaires Janvier-Décembre 2025

Proposition de loi visant à reconnaître le Département comme autorité organisatrice des Projets alimentaires territoriaux - Janvier 2025

Compte-rendu - Webinaire Territoires zéro non-recours en Meurthe-et-Moselle et dans la métropole de Lyon - Janvier 2025

Compte-rendu - Webinaire Revenu Jeune en Loire-Atlantique - Janvier 2025

Plaquette - Budget 2025 : Départements à bout, solidarités menacées - Janvier 2025

Saisine - Sensibilisation aux députés et aux ministres sur la situation budgétaire des Départements - Janvier 2025

Dérouleur - Rencontre avec Pierre Moscovici - Janvier 2025

Dérouleur - Échanges avec les groupes de gauche de l'Assemblée nationale - Janvier 2025

Note - Projet de loi de finances pour 2025 - Février 2025

Note - Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux (TRACE) - Février 2025

Proposition de tribune - Terroir et territoire : la solution est dans le Département Plaidoyer pour une alimentation collective, locale et durable - Février 2025

Dossier - Éléments préparatoires aux entretiens avec Claire Hédon et François Rebsamen - Mars 2025

Saisine du Sénateur Thomas Dossus, Rapporteur de la commission d'enquête sénatoriale sur la décentralisation - Mars 2025

Note de cadrage - Groupe VP Autonomie - Avril 2025

Note - Principe constitutionnel de libre administration et commission d'enquête sénatoriale sur la thématique - Avril 2025

Note - Proposition de loi vise à rendre directe l'élection des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille - Avril 2025

Compte-rendu - Webinaire Sécurité sociale de l'alimentation en Gironde - Avril 2025

Note et dérouleur - Échanges avec Boris Ravignon - Mai 2025

Lettre - 20 propositions pour mettre les Départements au cœur des transitions - Mai 2025

Intervention orale et contribution écrite à la commission d'enquête sénatoriale sur la libre administration - Mai 2025

Saisine du Député Stéphane Viry en soutien à la proposition de loi visant à pérenniser l'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée - Mai 2025

Contribution écrite - Mission d'information sénatoriale sur le programme « Petites villes de demain » - Mai 2025

DepSol Mag 2025 - Le magazine des Départements Solidaires. Des territoires en action pour une société plus solidaire - Juin 2025

Note - Proposition de loi sur le statut de l' élu local - Juin 2025

Liasse d'amendements - Proposition de loi sur le statut de l' élu local - Juin 2025

Compte-rendu - Réunion constitutive des VP Autonomie - Juin 2025

Compte-rendu - Webinaire Mixité scolaire en Haute-Garonne - Juin 2025

Contribution au Rapport de Monsieur Boris Ravignon sur la décentralisation - Juillet 2025

Saisine des ministres de la Décentralisation et des comptes publics sur nos propositions en matière de décentralisation - Juillet 2025

Revue de presse - Positions de Sébastien Lecornu sur la décentralisation - Septembre 2025

Dossier de préparation - Séminaire des Directeurs de cabinet - Octobre 2025

Plaquette - Budget 2026 : Départements à bout, solidarités menacées - Octobre 2025

Liasse d'amendements - Projet de loi de finances pour 2026 - Octobre 2025

Liasse d'amendements - Projet de loi de financement de la sécurité sociale - Octobre 2025

Dérouleur - Réunion d'échanges avec les Députés sur le Budget - Octobre 2025

Saisine du Premier ministre en réponse à ses annonces sur un projet de loi de décentralisation - Octobre 2025

Note - Projet de loi de finances pour 2026 - Décembre 2025

Note - Positions et propositions sur la décentralisation - Décembre 2025

Dérouleur - Échanges avec Stanislas Bourron sur la décentralisation - Décembre 2025

Note et dérouleur - Rencontre avec Géraldine Chavrier - Décembre 2025

Note et dérouleur - Échanges avec Delphine ROUILLEAULT - Décembre 2025

Compte-rendu des réunions des 16 et 17 décembre - Décembre 2025